

Paris, le 17 juin 2026

**Plusieurs responsables d'extrême droite relaxé·es.  
SUD éducation maintient son soutien à Sophie  
Djigo la professeure de philosophie injustement  
diffamée**

Elle avait pourtant gagné une première fois le 20 janvier 2026 lors du procès intenté contre les auteur·trices de menaces, de cyberharcèlement et de violences d'extrême droite. Le procès avait abouti à la condamnation de cinq des six prévenu·es, avec des peines de cinq à huit mois de prison avec sursis.

Les 30 et 31 mars les neuf personnalités publiques qui ont lancé la polémique sur les réseaux se sont à leur tout retrouvées devant le tribunal de Paris, pour diffamation ou complicité de diffamation : Eric Zemmour, le président du parti Reconquête, Séverine Duminy, aujourd'hui coordinatrice de Parents vigilants, des cadres du Rassemblement national (RN) des Hauts-de-France, dont le député Alexandre Dufosset et le sénateur Joshua Hochart, et des responsables du site de la fachosphère Riposte laïque.

Ce 9 juin la cour a relaxé ces responsables politiques mis en cause. SUD éducation déplore cette décision, notamment dans un contexte de montée des idées de haine, de xénophobie, et de remise en cause de la liberté pédagogique des enseignant·es.

Leurs attaques faisaient suite à un projet pédagogique ambitieux intitulé "Exil et frontières", construit collectivement sur plusieurs mois par une équipe enseignante il y a plus de trois ans. Ce travail articulait philosophie, histoire, géographie, culture antique, sciences sociales et pratiques artistiques. Il reposait notamment sur des sorties scolaires, des rencontres, un travail d'enquête et de restitution, permettant de sortir l'école de ses murs et de rendre sensibles, concrètes et vivantes des questions souvent abordées de manière abstraite.

Cette démarche pédagogique, profondément transdisciplinaire et ancrée dans le réel, s'inscrit pleinement dans l'histoire des pédagogies actives et critiques : elle vise à former des élèves ca-

pables de comprendre le monde, d'en saisir les contradictions et d'y exercer leur pensée en s'intéressant aux conséquences des lois et pratiques discriminatoires à l'encontre des personnes migrantes. Elle mérite d'être saluée, défendue et généralisée — non attaquée et criminalisée.

À partir d'une dénonciation relayée par des réseaux et partis d'extrême droite, une mécanique désormais bien connue s'est enclenchée : accusation de "militantisme", exposition publique de l'enseignante, diffusion de son nom, de sa photo et de son lieu d'exercice, puis déferlement de messages haineux, sexistes et xénophobes et de menaces explicites de mort ou de viol.

Ce qui était visé ici dépasse très largement une personne. **C'est une offensive politique contre l'enseignement public, contre les sciences humaines et sociales, contre toute pédagogie émancipatrice qui refuse de réduire l'école à une simple machine à produire de la main-d'œuvre. C'est également une offensive xénophobe qui s'oppose à un enseignement qui rend compte des conséquences des politiques migratoires qui stigmatisent et discriminent les populations étrangères.** L'extrême droite ne s'attaque pas à l'école au nom de la neutralité, mais au nom d'un projet idéologique autoritaire, nationaliste, xénophobe et raciste. Elle cherche à imposer par l'intimidation une autre conception de l'enseignement : surveillé, dépolitisé en apparence, mais en réalité strictement aligné sur l'ordre social existant.

**Face à cela, nous affirmons clairement qu'un enseignement émancipateur n'est jamais neutre.** Choisir des objets d'étude, des méthodes, des corpus, des terrains d'enquête, c'est toujours prendre position — non pas au sens partisan, mais au sens intellectuel, pédagogique et politique. L'école publique repose historiquement sur des tensions, des débats et des conflits autour de ses finalités : nous défendons l'idée qu'elle doit former des citoyen·nes, développer l'esprit critique, permettre l'accès de toutes et tous aux savoirs. De plus, l'école doit former à la lutte contre les discriminations.

C'est précisément cette conception de l'école que l'extrême droite combat.

Les attaques actuelles s'inscrivent dans une longue continuité historique : de la "chasse aux rouges" parmi les instituteur·ices dans les années 1920 aux cabales de l'Action française contre Célestin Freinet dans les années 1930, les forces réactionnaires ont toujours cherché à mettre l'école au pas. Ce n'est pas un hasard si ces offensives se multiplient aujourd'hui, dans un contexte de durcissement autoritaire où, sans être formellement au pouvoir, l'extrême droite voit nombre de ses cadres idéologiques relayés et légitimés par des politiques gouvernementales qui affaiblissent les missions émancipatrices du service public.

SUD éducation maintient son soutien total et sans ambiguïté à Sophie Djigo. La défendre, c'est défendre toutes celles et ceux qui enseignent, qui expérimentent, qui émancipent et qui refusent la peur et la censure.

Face aux intimidations fascistes, nous choisirons toujours la solidarité, l'antifascisme, la lutte contre la xénophobie et le racisme ainsi que la défense d'une école publique libre, critique et émancipatrice.